Inventer une prospérité au-delà de la croissance quantitative ? Développement humain durable et transformation écologique et sociale régionale

Jean Gadrey

Février 2011

La croissance quantitative, celle du PIB, nous est toujours présentée comme une exigence incontournable : pour l'emploi, la protection sociale, la dette publique, le progrès des conditions de vie. Et même pour résoudre la crise écologique. Elle devrait se poursuivre à l'infini.

Elle est plus ou moins devenue une fin en soi. Or cela ne va pas de soi.

Le Monde

Mercredi 26 janvier 2011 - 67e année - N°20531 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr —

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Eric Fottorino

La machine économique américaine repart, le chômage s'installe

Le FMI annonce pour 2011 une croissance du PIB américain de 3 %, au lieu des 2,3 % prévus

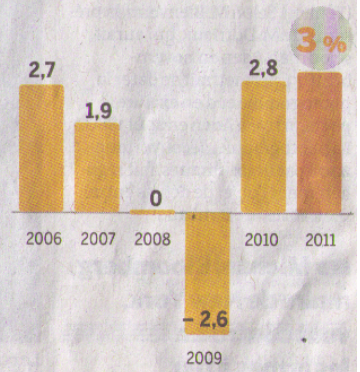
Le discours sur l'état de l'Union, que le président Barack Obama devait prononcer mardi 25 janvier au soir, comportera une large composante économique, si l'on en croit les premiers éléments dispensés à la presse américaine. Ce discours annuel donne les grandes lignes de l'action de l'exécutif pour l'année à venir, et, avec un taux de chômage à 9,4 % de la population active, l'économie reste au premier plan des préoccupations des Américains, deux mois après le revers électoral subi par le président aux législatives de mi-mandat.

M. Obama entend trouver ses points de croissance dans les énergies renouvelables et la recherche. Il devrait également annoncer de nouvelles dépenses dans l'éducation et les infrastructures, notamment l'amélioration des routes, selon le *Wall Street Journal*, tout en s'accommodant des contraintes d'un déficit budgétaire de plus de 3 milliards de dollars.

Une bonne nouvelle lui a été fournie par le Fonds monétaire international (FMI) avant ce discours, puisque l'institution a relevé mardi de 0,7 point sa prévision de croissance pour 2011 aux Etats-Unis. La hausse du produit intérieur brut (PIB) américain devrait donc, selon ces prévisions, atteindre 3 % cette année, au lieu des 2,3 % prévus initialement.

Cette croissance ne devrait cependant pas s'accompagner d'une décrue significative du nombre de sans-emploi : les prévisions font état d'un taux de 9 % en décembre 2011, puis de 8,25 % fin 2012, accréditant l'idée d'un chômage structurel inédit aux Etats-Unis. ■

Lire page 15



Taux de croissance aux Etats-Unis

Le doute s'installe, la contestation monte

Mettre en avant la croissance, le « toujours plus », c'est laisser de côté de grandes questions, comme : toujours plus de quoi, pour qui et avec quelles conséquences pour l'avenir ?

Des institutions internationales prennent le virage, « poussées » par la société civile : Nations Unies (PNUD et ses indicateurs de développement humain), OCDE (conférences « Measuring Progress »), Union européenne (conférence internationale « au-delà du PIB »)…

La « commission Stiglitz » confirme ces critiques.

2009-2010. Les temps sont-ils en train de changer ?

Nicolas Sarkozy, 14 septembre 2009, remise du « rapport Stiglitz » : « Pendant des années, les statistiques économiques ont affiché une croissance forte comme une victoire sur la pénurie, jusqu'à ce qu'il apparaisse que cette croissance, en mettant en péril l'avenir de la planète, détruisait davantage qu'elle ne créait »

Daniel Cohen, économiste, spécialiste des « modèles de croissance », Le Monde du 7 décembre 2009 : « Nous devons penser ce que serait un monde sans croissance ».

Sir Nicholas Stern, économiste, The Guardian, 11 septembre 2009 : « Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique »

Tim Jackson, économiste : « prospérité sans croissance »

D’abord un argument de bon sens.

Une croissance sans limite est-elle pensable ?

Des calculs à la portée de tous

Avec 2 % de croissance par an du PIB/h, nos descendants auraient, en 2100, de quoi acheter six fois plus de biens et de services !

Indépendamment même des questions écologiques, six fois plus de quoi ?

DES ARGUMENTS SUR LE CONCEPT LUI-MÊME

Le PIB = somme des valeurs produites dans la sphère marchande et des coûts de production des services non marchands

La croissance : c'est celle du PIB, déduction faite de l'inflation

MAIS : Croissance de quoi ? On ne compte pas ce qui compte le plus

Les dommages écologiques et sociaux du modèle actuel de croissance ne sont pas déduits. Ils deviennent énormes.

. Détruire (la société, l'environnement) puis réparer (en partie) est une « contribution » de plus en plus importante au PIB.

. Des contributions positives essentielles au bien-être ne sont pas comptées : bénévolat, travail domestique, progression du temps libre choisi.

Croissance pour qui ?

Pauvreté, inégalités, insécurité sociale ne sont pas comptées. Joseph Stiglitz : « Nous avons connu une décennie de forte croissance du PIB et de déclin pour la plupart des gens ».

Quelques semaines avant son assassinat, le 18 mars 1968, Bob Kennedy prononçait le discours suivant :

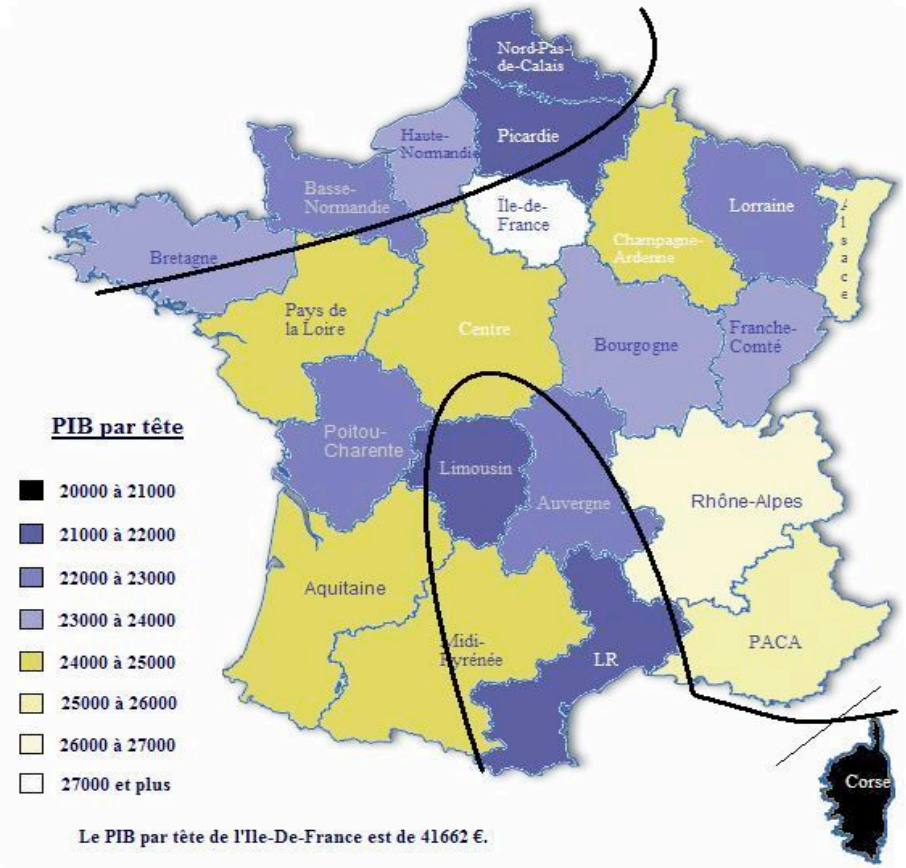
“Notre PIB prend en compte… la publicité pour le tabac et les courses des ambulances qui ramassent les blessés sur nos routes. Il comptabilise les systèmes de sécurité que nous installons pour protéger nos habitations et le coût des prisons où nous enfermons ceux qui réussissent à les forcer. Il intègre la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que leur remplacement par un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il comprend la production du napalm, des armes nucléaires et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise la fabrication du fusil Whitman et du couteau Speck, ainsi que les programmes de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets correspondants à nos enfants…

… En revanche, le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, ni de la gaieté de leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages. Il ne songe pas à évaluer la qualité de nos débats politiques ou l'intégrité de nos représentants. Il ne prend pas en considération notre courage, notre sagesse ou notre culture. Il ne dit rien de notre sens de la compassion ou du dévouement envers notre pays. En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue".

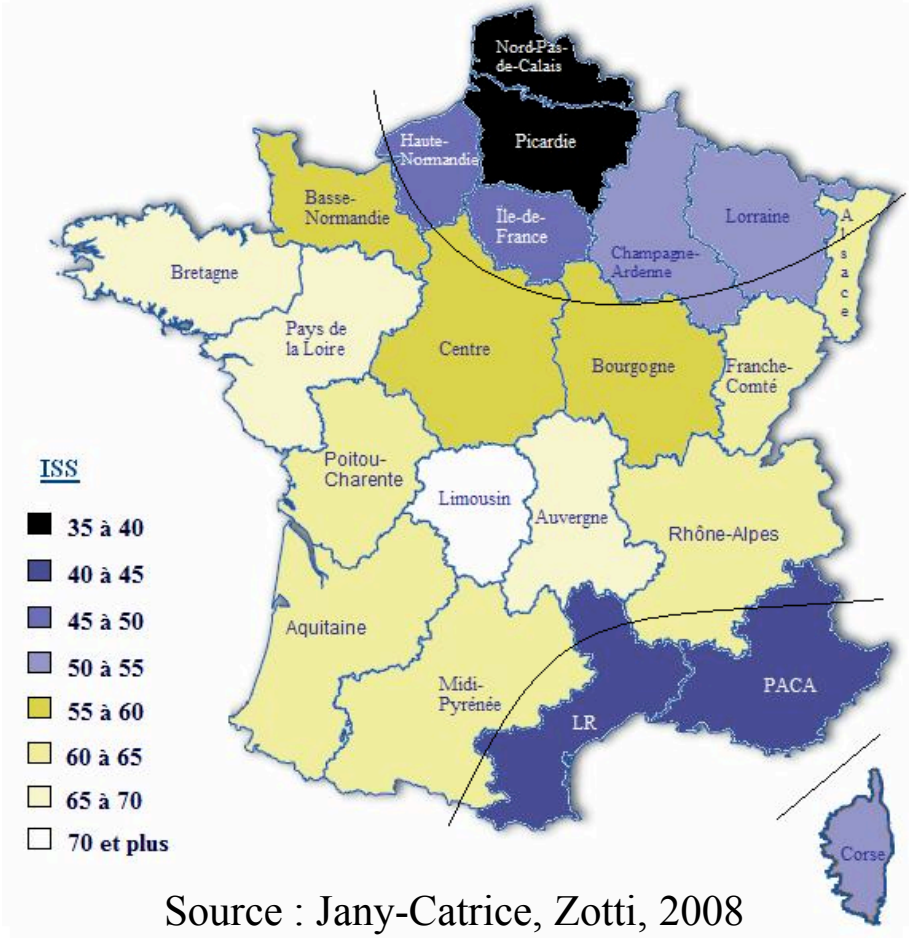
Bob Kennedy aurait pu ajouter : le PIB mesure des flux monétaires de production, mais ne tient aucun compte des patrimoines (naturels, sociaux, culturels) d'une société, c'est-à-dire de ce que chaque génération transmet aux suivantes.

Richesse économique et santé sociale

Le PIB par habitant des régions



ISS : la santé sociale des régions



Source : Jany-Catrice, Zotti, 2008

ARGUMENT 3 : La relation affaiblie entre croissance et développement humain

Les pays les plus « riches », sont-ils ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une meilleure éducation, où les inégalités et la pauvreté sont moindres, les violences et délits moins fréquents ?

OUI en deçà d'un seuil de PIB par habitant que nous avons dépassé en France depuis les années 70, mais NON au-delà.

À partir d'un certain niveau de richesse matérielle, les progrès du bien-être et de la « santé sociale » tiennent à d'autres facteurs et d'autres politiques que la poursuite de la croissance. Il s'agit de politiques de développement humain et d'objectifs de société soutenable.

ARGUMENT 4

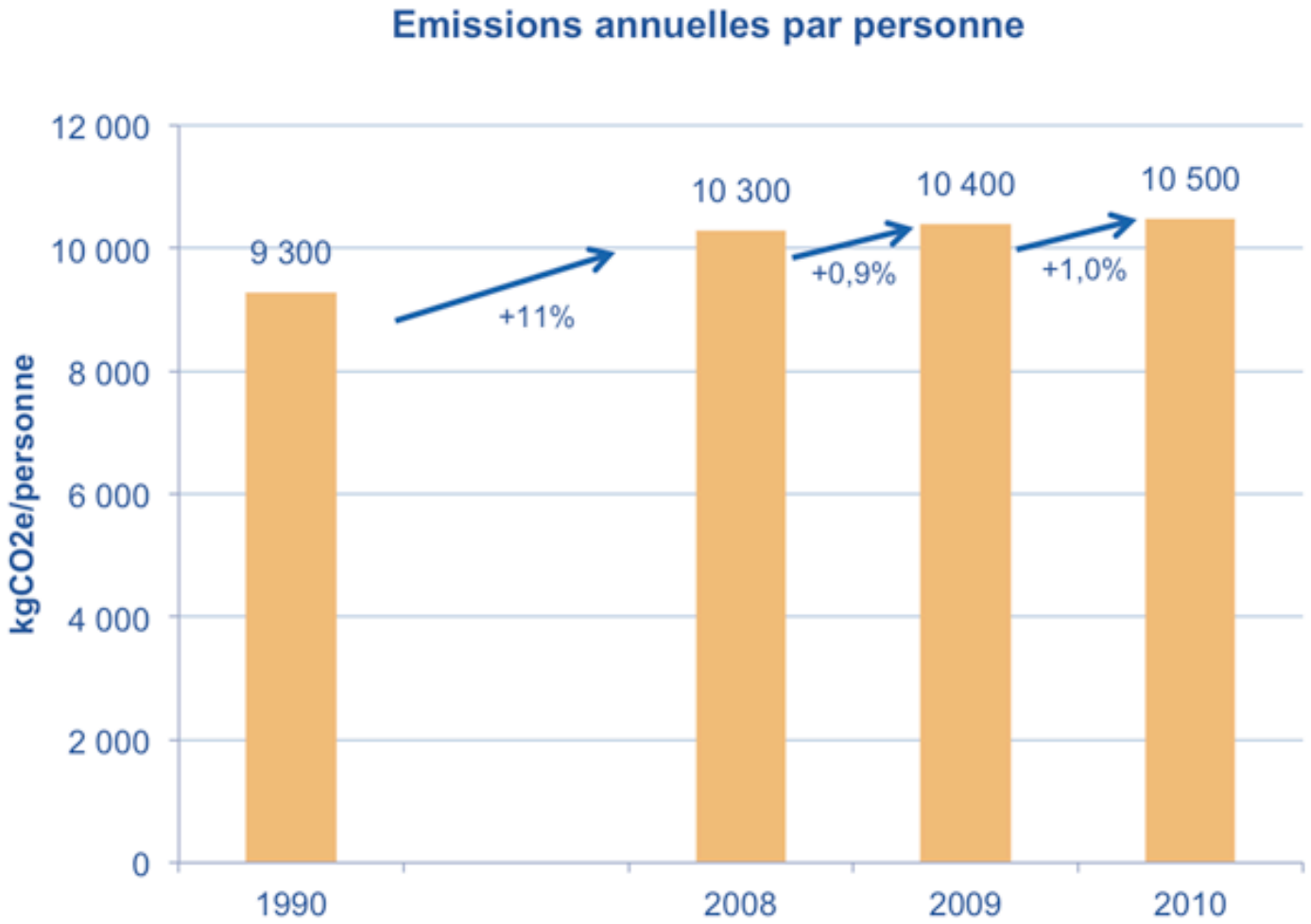
Croissance avec quelles conséquences à terme ?

Pour ne pas surcharger l'atmosphère au-delà de ce qui est déjà irréversible et grave, il faudrait émettre moins de 1,7t de CO2 par personne dans le monde. Le chiffre mondial est plus de deux fois supérieur. Il l'est cinq fois en France : 9t de CO2/hab, importations comprises (et plus si l'on compte tous les GES !).

Si la population mondiale atteint 9 milliards en 2050, les 1,7t d'émissions « soutenables » deviendront 1,23. Ce n'est plus le « facteur 5-6 » qu'il faudrait viser en France mais le « facteur 8-9 », si l'on tient compte de tous les GES.

CROISSANCE VERTE ?

Les pays riches doivent diviser par AU MOINS 5 leurs émissions de GES d'ici 2050. Soit - 4 % PAR AN : c'est ce qu'on a réalisé OFFICIELLEMENT en France… en 10 ans ! Mais, selon « Carbone 4 », on aurait enregistré + 25 % de 1990 à 2010…



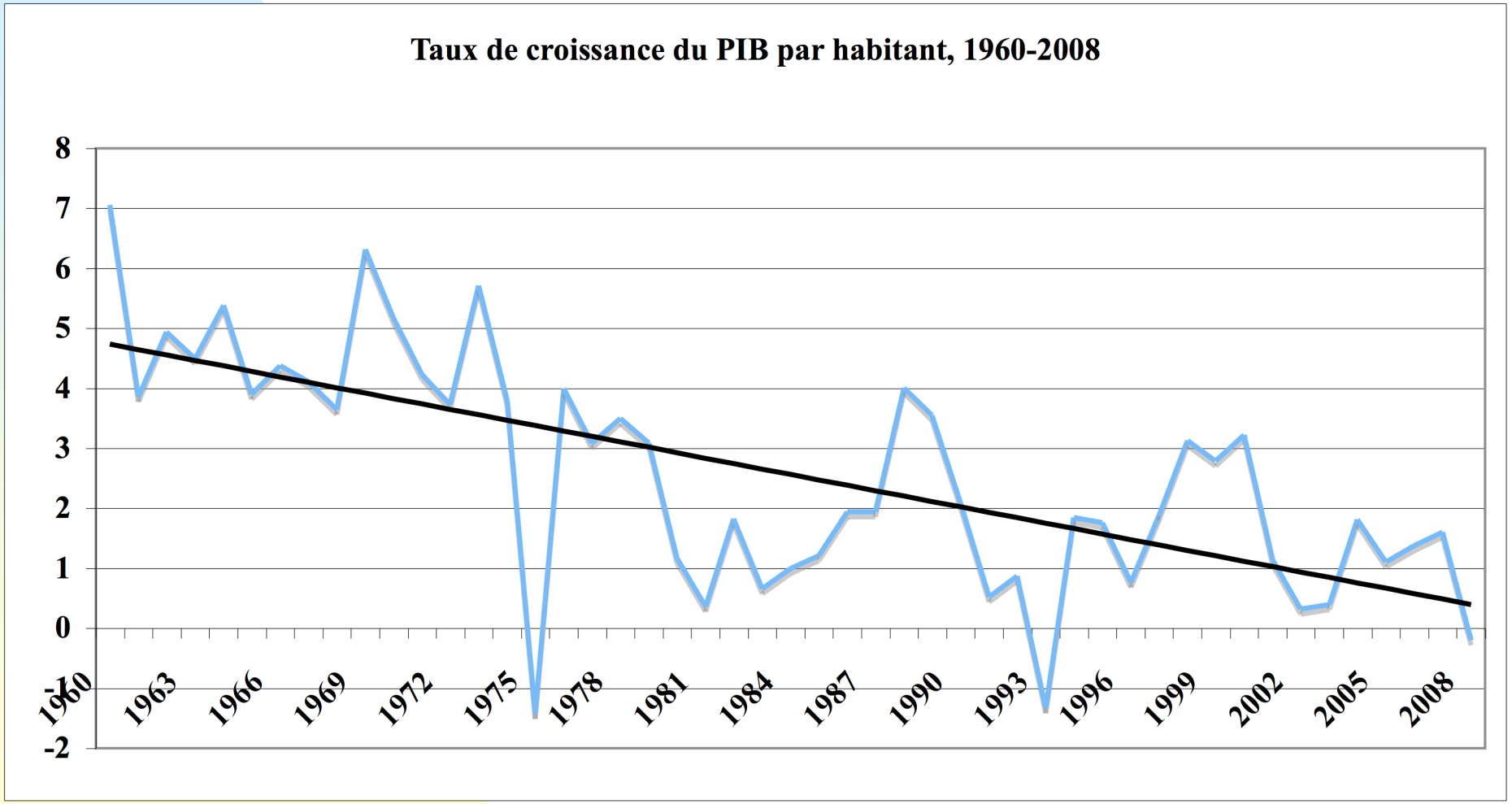
+13% par pers.

+ 25% pour le pays

Avec une croissance de 2 % par an, il faudrait réduire les émissions de 6 % par an PAR UNITÉ PRODUITE. Appuyer sur l'accélérateur d'émissions au moment de freiner ?

D'autres arguments font douter de la possibilité d'une croissance infinie dans un monde « fini ». Le pétrole s'épuise. On est proche du pic à partir duquel sa production va décroître et son prix s'envoler. Au-delà des combustibles fossiles, l'épuisement est annoncé dans les prochaines décennies pour presque tous les minerais de base, sans parler des terres arables, de l'eau, des forêts, de la biodiversité qui se réduit à des rythmes sans précédent, des pollutions chimiques et de bien d'autres dommages collatéraux de la croissance.

Quoi que l'on fasse, il est presque certain que la croissance et les gains de productivité vont prendre fin, dans le prolongement d'une tendance historique



La croissance dans les pays « riches » est de moins en moins la solution

et de plus en plus un problème.

MAIS…

Une autre prospérité est possible, sans croissance quantitative, une sorte de « croissance qualitative » ou de développement humain durable

LA GRANDE QUESTION

Viser le plein emploi sans croissance, c’est possible ?

Un développement économique durable, innovant et riche en emploi, sans croissance, voire avec une diminution des quantités produites et consommées, mais avec une progression de la qualité/durabilité.

La plupart des processus de production « propres », les plus doux avec la nature (plus doux aussi en termes de conditions de travail), les plus économes en énergie et en matériaux, en eau… exigent plus de travail (que les productions polluantes et surexploitant les ressources naturelles) pour produire les mêmes quantités, mais d'une tout autre qualité.

Les exigences écologiques et sociales sont bonnes pour l'emploi, contrairement au productivisme en vigueur.

Des emplois utiles pour des besoins durables, moyennant une grande transformation écologique ET SOCIALE en France

En 20 ans, SANS CROISSANCE DES QUANTITÉS, moyennant des INNOVATIONS MAJEURES NON PRODUCTIVISTES :

Agriculture « propre » et moderne : + 150 000 emplois

Énergies renouvelables, isolation thermique, économies d'énergie, recyclage, relocalisations : + 700 000 à un million

Transports, commerce : + 500 000 (étude de la CES)

Services : petite enfance, personnes âgées ou handicapées, soins, social, éducation, environnement : 1,5 million (études anciennes)

RTT équitable : + 1 à 1,5 million (étude datant de 1997 !)

TOUT CELA EXIGE D'IMPORTANTES RESSOURCES PUBLIQUES. ELLES EXISTENT DÉJÀ, SANS INVOQUER LA CROISSANCE.

Indispensable : une forte réduction des inégalités

Avec les inégalités actuelles, nombre de politique de l'environnement creuseraient encore les écarts entre ceux qui peuvent se payer des produits « verts », plus chers en moyenne, et ceux qui doivent se contenter du bas de gamme le plus anti-écologique.

Un modèle de DHD qui laisserait de côté une partie de la population ne peut pas réussir. Il serait socialement inacceptable, donc rejeté.

D'autres arguments vont dans le même sens :

- La surconsommation matérielle tient en partie à des comportements d'imitation enracinés dans les inégalités.

- Freiner la pression démographique mondiale passe d'abord par l'éradication de la pauvreté, par l'éducation, par le développement humain.

Assises de la transformation écologique et sociale régionale : note de cadrage pour la commission 15

(extraits)

Non seulement la croissance ne résout pas tous nos problèmes, non seulement elle ne nous apporte pas le bonheur, mais cette croissance quantitative devient la source d'un grand nombre de nos problèmes…

Ce dont nous avons besoin n'est donc pas d'une croissance quantitative fondée sur des économies en travail, mais bien au contraire d'une croissance qualitative permettant d'augmenter la valeur ajoutée par unité de produit… permettant donc d'assurer un plus grand volume d'emploi par unité de produit (des produits ayant une meilleure qualité d'usage, et fabriqués dans des conditions sociales et environnementales satisfaisantes).

Notre richesse, ce sont les biens communs

Nous devons réexaminer ce qui fait notre richesse… La réponse est qu'il s'agit maintenant de produire l'ensemble des *biens communs* auxquels nous accordons individuellement et collectivement de l'importance. De ce point de vue, la santé, l'autonomie des personnes, l'égalité entre les hommes et femmes, la sécurité économique des travailleurs, la préservation de l'environnement, la qualité de l'urbanisme, l'accès aux services publics, la solidarité territoriale… ne sont pas des éléments moins importants que le confort matériel.

Nos vraies richesses sont là. Si nous ne les produisons pas, si nous les négligeons, si nous les détruisons, si nous les sacrifions à l'une d'entre elles, nous serons tout simplement plus pauvres que l'image que pourra en donner le PIB par tête. A l'inverse, si nous sommes capables de produire l'ensemble de ces biens communs, notre richesse s'accroît, même si cet accroissement n'est pas forcément pris en compte dans le PIB.

La question ne peut plus être présentée dans ses termes anciens : produisons le plus possible de biens particuliers (faisons du PIB), et après on sera assez riche pour se payer et se distribuer des biens communs. Si l'on produit des maisons mal isolées, avec des matériaux polluants détruisant la santé, dans des zones périphériques multipliant les déplacements et augmentant la surface artificialisée des sols, on sera assez riche pour se payer et se distribuer des maisons mal isolées, avec des matériaux polluants, etc., mais il sera trop tard pour se payer et se distribuer des logements HQE, positifs en énergies, dans un urbanisme densifié et convivial (ce n'est qu'un exemple). Il faut rompre avec une pensée dichotomique : le PIB d'un côté, les biens communs de l'autre. L'objectif est très précisément d'intégrer plus largement les biens communs dans nos produits et nos processus de production, pour construire un PIB durable, et en faire un nouvel argument de notre performance.

Comment produire les richesses durables (ou les biens communs) ?

A première vue les moyens d'action des territoires sont limités en matière économique.

Il existe cependant deux modalités d'intervention, auxquelles nous ne donnons pas toujours la visibilité qu'elles méritent, mais qui se pratiquent déjà, et qui ne demandent qu'à monter en puissance : l'intégration des bonnes pratiques et la coordination des acteurs (ou leur recoordination). L'intérêt de ces deux modalités d'action – qui se trouvent souvent combinées – est qu'elles s'avèrent particulièrement adaptées pour répondre aux types de problèmes que nous avons à résoudre

Prenons l'exemple de l'isolation des logements anciens…

A priori, ce n'est pas très compliqué, et on ne voit pas en quoi cela doit mobiliser de la puissance publique. Et pourtant l'opération n'a pas l'heur de se faire toute seule, par la grâce de la main invisible du marché. La raison pour cela est que les économies à attendre de l'isolation des logements anciens sont réparties sur un grand nombre d'agents, dans un ordre où les gagnants ne sont pas nécessairement (au départ) les utilisateurs finaux, mais la collectivité ; ces utilisateurs ne sont donc pas tout à fait prêts à payer personnellement pour des bénéfices qui seront essentiellement collectifs (des « externalités positives ») ; cela peut empêcher l'émergence d'une offre de qualité, en prestations d'isolation, par manque de perspectives de débouchés pour les professionnels du secteur, sans compter que les investissements en formation du personnel et l'émiettement des chantiers peuvent être coûteux.

Il y a pourtant beaucoup d'économies à réaliser en isolant les logements anciens : pour les habitants, des économies substantielles sur leur facture de chauffage (des gains de pouvoirs d'achat), pour les artisans, de nouveaux chantiers, pour les travailleurs, de nouveaux emplois, pour les banques, un nouveau segment pour l'offre de crédits, pour les pouvoirs publics ou d'autres partenaires, des certificats d'énergie, etc. L'enjeu de ce type d'opération est donc d'exploiter une pluralité de gisements d'économie qui couvrent un spectre très étendu de richesses réparties sur un grand nombre de partie prenantes, mais dont le surplus est mal distribué au départ. Tout l'enjeu est donc de faire en sorte que l'action de chacun puisse se caler sur une reprogrammation de celle des autres, pour partir à la conquête de ces bonnes économies. Il faut donc aménager les conditions d'un exercice de réorganisation collectif, chacun ayant une feuille de route complémentaires de celles qui seront adressées à tous les autres. C'est ce que l'on peut appeler de la recoordination.

Concrètement, quel est le chaudron capable de produire cette alchimie ?

C'est ce que nous avons appelé des opérations de développement.

Ces OD consistent à réunir l'ensemble des parties prenantes concernées par un enjeu de développement, pour les faire travailler, avec l'aide des pouvoirs publics, à l'élaboration de solutions collectives qui doivent certes, résoudre leur problème, mais le résoudre en comportant au bout du compte des gains justifiables en termes de biens communs.

Ce terme veut dire, en résumé, que notre modèle d'action vise la « haute qualité sociale et environnementale » de la valeur ajoutée produite sur le territoire.

Les ressources que l'on mobilise dans ce type d'opération ne sont pas principalement des aides directes aux entreprises (dont les limites sont aujourd'hui connues). On s'appuie avant tout sur la mobilisation et la recoordination des acteurs, et sur l'encouragement des meilleures pratiques. Et l'on cherche éventuellement à combiner de manière pertinente les aides financières avec ces deux leviers d'action. Pour procéder ainsi, nous devons progressivement apprendre à maîtriser une sorte de quatrième facteur de production (à côté des trois facteurs qui nous sont familiers : la terre, le travail et le capital), qui est cette intelligence collective dont nous avons besoin pour faire tenir ensemble les finalités plurielles du développement économique soutenable et les moyens d'action efficaces pour les atteindre.

Pour résumer, les nouveaux mots d'ordre de l'action économique seraient les suivants.

Concernant les objectifs : viser un PIB durable, un spectre étendu de richesses, et l'intégration des biens communs aux produits et aux procès de production.

Concernant le modèle d'action : de la transversalité (avec ses effets sur le réagencement des acteurs, y compris en interne de l'institution régionale), une démarche par projet ; une coproduction avec les parties prenantes, et le développement du quatrième facteur pour tenir les finalités et mobiliser les ressources (renouvelables) de la coordination et des meilleures pratiques.

Et les pays pauvres ?

1. Le développement humain durable (DHD) exige dans leur cas la croissance de certaines productions essentielles.

2. Dans l'intérêt de leurs populations et dans l'intérêt de l'humanité, leur croissance (maîtrisée et sélective) doit rejeter le modèle productiviste et pollueur de l'Occident. Le passage direct à des économies à faibles émissions et pollutions est possible.

3. Ils en sont souvent plus conscients que nous, et certains de ces pays mènent déjà des politiques plus avancées que les nôtres.

4. Commençons par balayer devant notre porte en montrant l'exemple, notamment sur le climat.

5. Impératif de coopération internationale amplifiée pour la sauvegarde de biens communs et l'adaptation/prévention (PNUD). Des taxes globales affectées en priorité au DHD.